

L'éléphant et la souris

Rencontre avec Klaus Welle, secrétaire général du Parlement européen. Il était l'invité de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, sur le campus de l'UNIL.

Nadine Richon

Né en 1964, l'économiste allemand Klaus Welle est depuis le 15 mars 2009 secrétaire général du Parlement européen. Ce politicien de centre-droit milite pour développer une « identité européenne » qui, s'ajoutant à l'identité nationale, permettrait selon lui « une meilleure acceptation de la solidarité » au sein de l'UE. Il ne faut pas (encore) lui parler de 27 États car il corrige aussitôt : jusqu'au 29 mars 2019 à minuit, heure de Bruxelles, le Royaume-Uni est un État membre. Lors de sa conférence du 22 juin 2018 à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, il a évoqué des malentendus comme celui qui a divisé, notamment, la France et le Royaume-Uni. « Je voulais que vous me donniez une souris et vous me proposez régulièrement un éléphant » serait donc la plainte des Anglais refusant l'union politique, alors que la France s'agacerait au contraire de n'avoir qu'une souris alors qu'elle attend l'éléphant...

Quel est le rôle du Parlement européen (PE) ?

Klaus Welle : Il s'agit d'un parlement continental qui joue un rôle primordial en décidant la législation européenne à égalité avec le Conseil de l'UE (Conseil des ministres). Ce dernier représente les Gouvernements des États membres alors que le Parlement en représente les citoyens. Les lois passent seulement quand elles ont obtenu une majorité dans ces deux chambres. Le PE influence le chemin emprunté par le Brexit et aura le vote décisif. Michel Barnier, négociateur en chef de l'UE auprès du Gouvernement britannique, prend soin de ne pas s'éloigner de la ligne du Parlement. Ce dernier est un législateur important qui passe le budget, qui participe à la désignation du président et des membres de la Commission européenne après des auditions très poussées, et qui a le dernier mot sur les accords internationaux, par exemple sur le commerce.

Comment augmenter l'intérêt pour les prochaines élections du PE en 2019 ?

D'abord je dois préciser qu'en 2014, 43 % des 500 millions d'Européens ont participé à ces élections, ce qui n'est pas rien. Il s'agit

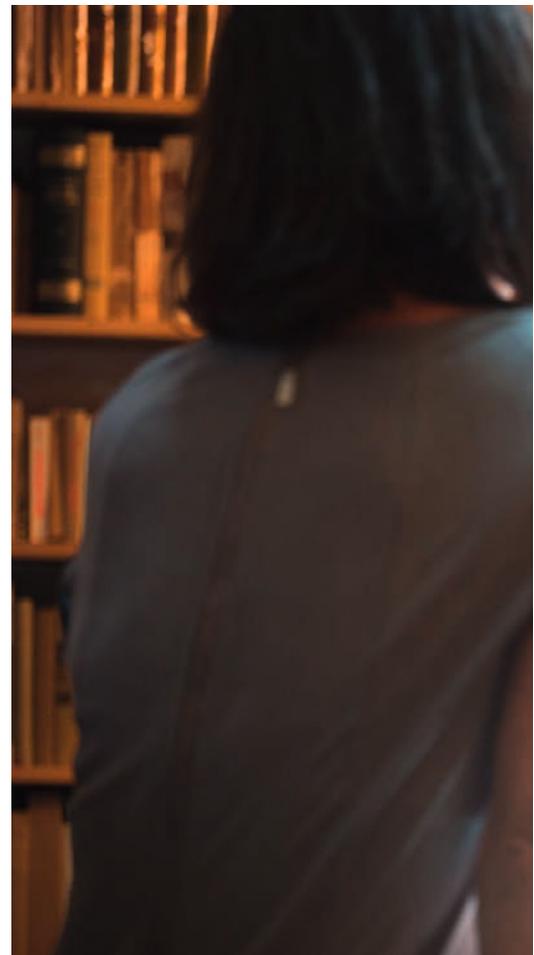
bien de l'une des plus grandes élections du monde. Certains pays ayant adhéré plus récemment participent moins que d'autres. Avec la nouveauté des *Spitzenkandidaten*, nous avons augmenté l'intérêt des citoyens en leur permettant de voter non seulement sur la composition du Parlement mais encore de participer à la désignation du président de la Commission européenne parmi les noms mis en tête de liste par les partis. Nous croyons que la réponse à la question de l'intérêt pour ces élections passe par une combinaison entre une meilleure connaissance de l'importance du PE et le vrai choix qui est donné depuis 2014 sur la direction de l'Exécutif européen.

Faut-il envisager un nouveau Pacte européen qui rallume la flamme ?

Il y a encore beaucoup de potentialités inexploitées dans le Traité de Lisbonne entré en vigueur en 2009. Par exemple, récemment, les États membres ont commencé à coopérer plus étroitement en matière de défense et de sécurité. Sans aller jusqu'à un nouveau traité, il ne faut pas exclure la nécessité de procéder à des changements ciblés. Si on analyse correctement les sondages réguliers, tous les six mois, on constate que les institutions européennes sont plus populaires que les instances nationales. Ensuite, on voit que le Parlement est de loin la plus populaire des instances européennes. Ces douze derniers mois, la confiance envers le PE a grimpé partout sauf en Italie. Depuis 1997, la croissance dans ce pays est plus limitée qu'en Grèce, dont on connaît hélas le sort ces derniers dix ans. Depuis vingt ans, donc, l'Italie ne s'est plus développée économiquement. Avec sa situation très exposée actuellement dans la crise migratoire, c'est un cocktail qui ne rend pas les gens heureux.

Mais que fait l'UE pour favoriser la croissance en Italie ?

Je dirais l'inverse. Le fait que tous les autres pays se sont mieux développés montre que l'UE offre toutes les possibilités, dont se sont saisis l'Irlande, l'Espagne et le Portugal, qui ont très bien manœuvré la crise, mais avec des réformes un peu douloureuses. L'Italie a échappé à cette situation à ce moment-là... et



maintenant les autres sont bel et bien bénéficiaires d'une économie réformée qui produit de la croissance. Ces vingt dernières années sont marquées par la stagnation en Italie, mais pas en Europe.

Qu'en est-il de la zone euro ? Peut-on l'imaginer sur une base volontaire ?

On n'y entre pas un jour pour en sortir le lendemain. Même les Grecs n'ont jamais dit vouloir majoritairement sortir de l'euro, car ils connaissent l'alternative qui serait beaucoup plus douloureuse pour eux. Les derniers chiffres que j'ai vus pour l'Italie montrent que 72 % des Italiens veulent garder l'euro. L'appartenance à l'euro donne toutes les pos-



Klaus Welle invité à l'UNIL par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe. Il entretient la victoire du centre libéral autour de Macron aux élections européennes de 2019. F. Imhof © UNIL

sibilités si on l'accompagne par des réformes sur le plan national, parce que la politique économique et financière n'est pas faite au niveau européen. Chacun doit remplir ses devoirs s'il veut avoir tous les résultats positifs d'une appartenance à l'euro. Quand on est dans une monnaie unique, on doit veiller particulièrement à ne pas perdre sa compétitivité.

Les universités peuvent-elles renforcer l'élan européen ?

Je viens justement de passer beaucoup de temps avec des étudiants dans les universités et je suis absolument convaincu que les jeunes défendront l'UE de tout leur poids. Ils n'accepteront plus d'être remis dans une

situation juste nationale où ils ne pourront pas voyager ni changer d'université aussi facilement, où ils perdront bien des avantages qui leur sont naturels aujourd'hui. Plus les gens étaient âgés et plus ils ont été favorables au Brexit. Si on prend la tranche d'âge jusqu'à 24 ans, on voit qu'elle a voté pour le maintien à 70%. Ce qui veut dire que l'ancienne génération a poussé les jeunes en dehors de l'UE contre leur volonté.

Mais que faire pour que des États-nations ne se sentent plus menacés par l'UE ?

L'UE est basée sur les États-nations : c'est une union des peuples et des États, qui sont ses deux sources de légitimité. Les États-

nations ont besoin d'un niveau supérieur pour compenser leur faiblesse, par exemple ils ont besoin d'un grand marché commun, d'un espace où l'on peut voyager, d'une coopération étroite pour l'environnement et pour être un partenaire accepté de la Chine, des États-Unis, de la Russie. L'UE est le complément nécessaire et positif pour l'État-nation et il n'y a aucune contradiction entre les deux. L'UE est un système ouvert qui doit répondre aujourd'hui à la question clé de savoir si un tel système peut protéger ses citoyens mieux que sous la forme dépassée de la fermeture. Cela nécessite un transfert de compétences en train de se faire pour accroître maintenant la coopération dans la défense, la sécurité et sur la question de l'euro. Ce type d'agenda, poussé par les citoyens eux-mêmes, doit être relayé par les chefs d'Etat et de Gouvernement et par le Parlement européen.

En ce moment, le nationalisme est donc une dérive de certains États-nations ?

L'élection américaine a montré que ce phénomène n'est pas limité à l'UE. Nous sommes importateurs d'insécurité avec le Brexit au nord, l'instabilité du monde islamique au sud, la forte résistance russe à l'élargissement vers l'est des institutions européennes et, du côté ouest, heureusement qu'il y a beaucoup d'eau ! Sans oublier les dettes qui restent depuis la crise financière. La globalisation et la digitalisation créent aussi de l'insécurité. Dans ce contexte, des partis prétendent offrir des solutions protectrices plus nationales. L'UE apporte des réponses, la politique régionale, la politique de cohésion, de l'agriculture, il y a une politique d'investissement, un programme contre le chômage des jeunes. La protection ne doit pas concerner seulement les frontières mais la protection sociale aussi. Plutôt qu'une réflexion juridique soutenant un nouveau traité, il faut du courage politique pour exploiter les possibilités que nous avons déjà. Il faut compléter l'union législative avec une union exécutive, et la tradition du Parlement est précisément de pousser les États membres à prendre des décisions collectives.